

FERMETURE DU CENTRE DE TRI

« On ne nous donne pas l'heure juste » - Xavier Léger

Longueuil, 27 novembre 2019 — Plus de 24 heures après la fermeture du Centre de tri de Longueuil, le chef de l'opposition, Xavier Léger, s'explique toujours mal la situation dans laquelle se retrouve Longueuil et déplore l'intervention tardive de la mairesse dans le dossier. Ce dernier souligne que les interventions de la mairesse depuis les derniers 24 heures suscitent plus de questions qu'il n'apporte de réponses.

Il déplore notamment qu'en septembre 2018, la mairesse et le comité exécutif aient recommandé aux élus une entente avec la compagnie Recyclage de papiers MD sans aucune garantie suffisante pour le maintien des activités à Longueuil ou compensation dans l'éventualité d'une délocalisation du traitement des matières résiduelles. Il dénonce également que toutes les informations pertinentes à la prise de décisions n'aient pas été communiquées clairement à l'ensemble des élus au moment d'accepter la modification au contrat, et que si tous les éléments disponibles avaient été transmis, la décision du conseil aurait été probablement différente.

« On avait accepté de bonifier le contrat sur la base de la bonne foi de la recommandation de la mairesse et du comité exécutif. Aujourd'hui, on a un peu l'impression de s'être fait avoir », a commenté le chef de l'opposition.

Ce dernier s'inquiète d'ailleurs que l'Agglomération et ses citoyens pourraient maintenant devoir déboursier de nouvelles sommes pour garantir le transport des matières recyclables vers d'autres centres de tri.

« L'Agglomération de Longueuil n'est pas responsable de la situation où se retrouve l'entreprise. Les 4,2 M\$ qui devaient servir au maintien des activités à Longueuil devraient maintenant être récupérés pour payer la facture du transport devenue nécessaire en raison de la fermeture du Centre de tri » de déclarer Xavier Léger.

Pour la suite des choses, le chef de l'opposition souhaite que la mairesse et le comité exécutif fassent preuve de transparence en communiquant plus efficacement leur plan d'action afin de rassurer la population, affirmant du même coup que le projet d'un Centre de tri des matières recyclables régional, mis de l'avant par la mairesse, ne répond pas à l'urgence de la situation.

« Il n'y a aucun échéancier, aucun plan de financement ni même de terrain disponible actuellement pour un tel projet. La crise du recyclage à Longueuil exige plutôt une solution à très court terme », a défendu le chef de l'opposition. Ce dernier ne voit aucune garantie que les Centres de tri de Châteauguay et de Montréal continueront leurs activités jusqu'à l'ouverture d'un centre de tri régional qui n'a même pas encore clairement défini sur papier.